

(1)

(N° 149)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1920.

Projet de loi

**relatif à la protection des porteurs de titres dépossédés
par suite d'événements de guerre.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre le projet de loi relatif à la protection des porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre dont la précédente législature avait été saisie et qui était devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres.

Le Gouvernement s'en réfère, quant à la justification du projet, à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet précédemment déposé.

Le Premier Ministre,

Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

ANNEXE.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Au cours de l'invasion ennemie, un grand nombre de titres au porteur ont fait l'objet d'actes de spoliation, de pillage ou de destruction. Ces faits ont causé aux légitimes propriétaires de ces titres un grave préjudice et jeté une perturbation profonde dans le commerce des valeurs. L'équité et l'intérêt de notre marché financier, qu'il importe de rétablir dans ses conditions normales de régularité et de sécurité, exigent une prompte intervention du législateur.

L'instauration d'un régime de protection des porteurs de valeurs mobilières est depuis longtemps réclamée par l'opinion publique. Le Gouvernement se borne néanmoins aujourd'hui à proposer certaines mesures de caractère transitoire, ayant seulement pour objet la réparation du préjudice causé aux porteurs dépossédés par suite d'événements de guerre. Les circonstances dans lesquelles cette dépossession s'est produite nécessitent, en effet, l'établissement d'un régime spécial, qui ne saurait en aucun cas être confondu dans un même ensemble législatif avec celui que réclame la situation des porteurs dépossédés dans le cours normal de la vie économique et juridique.

Le Gouvernement cependant n'a point perdu de vue la nécessité de régler ce problème d'une manière définitive. Les études poursuivies par ses soins à cet égard ont abouti à des conclusions précises. Le projet actuel s'en est inspiré d'assez près pour rendre aisée la transition à un régime définitif. D'autre part, il a été reconnu qu'une mise en vigueur simultanée de deux législations, l'une applicable à toute dépossession de titres, l'autre relative aux seules dépossessions résultant de faits de guerre, eût entraîné des complications trop grandes.

*
* *

A la différence de nombreuses législations étrangères, la loi belge n'accorde aux propriétaires de titres au porteur aucune protection spéciale en cas de dépossession. Leur situation se trouve à cet égard entièrement soumise aux règles du droit commun. L'insuffisance de ces règles, si l'on tient compte de la nature spéciale des titres au porteur qui, à leur qualité de meuble corporel transmissible par simple tradition, joignent celle d'une créance contre l'établissement qui les a émis, se manifeste à deux points de vue : dans les rapports du porteur dépossédé avec le

tiers détenteur actuel du titre, et dans ses rapports avec l'établissement débiteur.

Vis-à-vis du tiers détenteur, l'action en revendication du porteur dépossédé rencontre du fait de ces règles un obstacle à peu près invincible. En vertu du principe traditionnel : « En fait de meubles, la possession vaut titre » (art. 2279, I, du Code civil), toute possession de bonne foi exclut la revendication. Et comme d'autre part l'existence de la bonne foi est légalement présumée dans le chef de tout possesseur (sauf, bien entendu, s'il est l'auteur même de la dépossession), il s'ensuit que, faute par le porteur dépossédé de faire la preuve difficile de la mauvaise foi du tiers, le seul fait de la possession suffit à ce dernier pour repousser l'action du légitime propriétaire, et pour exercer vis-à-vis de l'établissement débiteur tous les droits attachés au titre. Une exception est toutefois apportée à ces principes rigoureux. En cas de perte, ou de vol, au sens étroit du mot, aucune possession, fût-elle de bonne foi, ne peut être valablement opposée à l'action du porteur ainsi dépouillé (art. 2279, II, du Code civil). Mais, sans compter la courte prescription de trois ans à laquelle est en pareil cas soumise l'action en revendication, une dernière règle veut que la restitution des titres perdus ou volés, mais acquis en Bourse ou chez un agent de change, banquier ou autre intermédiaire de vente, demeure subordonnée au remboursement à l'acquéreur du prix qu'ils lui ont coûté. (Art. 2280 du Code civil.)

En fait, les porteurs dépossédés s'efforcent de se prémunir contre l'application de ces règles par des notifications adressées aux intermédiaires de vente. Ces notifications, qui n'imposent aux intermédiaires aucune obligation légale de contrôle sur les négociations, n'assuraient en temps normal qu'une protection bien faible. Dans les circonstances actuelles, les porteurs dépossédés, qu'ils aient leur résidence en pays occupé ou non, auront presque toujours été empêchés d'y recourir.

Toute possession valablement opposée à la revendication du porteur dépossédé, dépouille en même temps ce dernier de tous ses droits vis-à-vis de l'Établissement débiteur.

*
* *

Mais le sort des titres peut être ignoré et cette situation d'attente se prolonger ou même devenir définitive. Un tel état de choses ne peut que rendre la créance du porteur dépossédé incertaine, sans l'anéantir, le titre n'étant vis-à-vis de l'Établissement débiteur qu'un moyen de preuve, non le droit lui-même. Cependant, cette incertitude, qui pèse sur le véritable titulaire de la créance, l'Établissement débiteur, arguant des risques qu'il courrait de payer à un non créancier, et par conséquent d'avoir à payer deux fois (art. 1239 du Code civil), il pourrait l'invoquer pour se soustraire indéfiniment à l'exécution de ses obligations. Les mêmes raisons interdisent à l'Établissement débiteur de satisfaire à aucune demande de délivrance d'un titre en duplicata. Les tribunaux ont toutefois admis les porteurs dépossédés à exiger des Établissements débiteurs le paiement tant des intérêts que du capital après l'expiration des délais de prescription, ces Établissements se trouvant dès lors à l'abri de toute action éventuelle de la part d'un tiers possesseur de bonne foi. Malgré cette jurisprudence de faveur, la situation des porteurs dépossédés reste pleine d'inconvénients. La longueur des délais de prescription, qui sont de cinq ou de trente ans à compter de l'échéance, suivant qu'il s'agit des intérêts ou du capital, soumet les paiements à des retards excessifs.

Ainsi, quelque hypothèse que l'on envisage, découverte du tiers porteur ou, au contraire, perte définitive des titres, la réparation du préjudice subi par le porteur dépossédé apparaît soit pratiquement impossible, soit inadmissiblement retardée.

Que l'on se représente aujourd'hui l'application d'un tel ensemble de règles : les porteurs dépossédés, victimes des violences et des troubles occasionnés par l'occupation étrangère, repoussés de leurs légitimes revendications par des tiers qui, sans précaution d'aucune sorte, ont participé à un commerce que les circonstances rendaient hautement suspect ; ou, dans l'hypothèse de perte définitive des titres, ces mêmes victimes réduites à attendre cinq ans avant de toucher les premiers revenus, et trente ans avant d'obtenir le remboursement d'un capital peut-être indispensable au relèvement de leur négoce ou de leur industrie.

Il importe de remédier à cette situation.

Déjà les principes de droit commun qui font obstacle à la revendication des meubles ont été suspendus en faveur des victimes de la guerre par l'arrêté-loi du 31 mai 1917. Cet arrêté-loi proclame la nullité de tous actes de disposition effectués depuis le 4 août 1914, sur des biens meubles ou immeubles ayant fait de la part de l'ennemi l'objet de confiscations, ventes, saisies ou de toutes autres mesures portant atteinte à la propriété privée ; il assure expressément la revendication de ces biens contre tout possesseur.

Une application rigoureuse de ces principes aux négociations sur titres au porteur effectuées au cours de l'occupation étrangère, soulèverait de graves objections.

Sans rompre avec l'esprit des dispositions traditionnelles du Code civil, il est possible d'élargir le droit de revendication du porteur dépossédé, par l'assimilation au cas de perte ou de vol de tous les cas de dépossession par un événement quelconque de la guerre.

Au droit absolu de revendication conféré, grâce à cette assimilation, aux porteurs de titres victimes d'un événement de guerre, s'oppose, suivant l'esprit du Code, la disposition qui subordonne la restitution des objets mobiliers au remboursement au possesseur actuel du prix qu'ils lui ont coûté, lorsque celui-ci les a achetés « dans une foire ou dans un marché ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles » (art 2280). Dans les conditions d'insécurité créées par l'occupation ennemie, le commerce des valeurs ne peut prétendre à l'entier bénéfice d'une telle disposition. Celle-ci n'assurera les intérêts du possesseur actuel que si ce dernier les a acquis d'un commerçant offrant des garanties appréciables. Une présomption légale en faveur des agents de change exerçant leur profession dès avant la guerre tranchera les difficultés d'application que soulèverait une telle règle.

En vertu de ces principes, la restitution des titres demeurera généralement subordonnée à des conditions fort onéreuses. Mais il convient d'observer que dans tous les cas où le projet actuel reste en défaut de donner une réparation intégrale au porteur dépossédé, celui-ci conserve son recours à la législation spéciale qui assurera la réparation des dommages de guerre.

D'autre part, l'application de ces règles se limitera aux seules négociations dont les titres auraient fait l'objet au cours de l'occupation étrangère, ou avant toute possibilité d'intervention utile du législateur. Désormais, des moyens plus efficaces d'intervention peuvent être établis, qui garantiront les porteurs dépossédés contre

les conséquences de toutes les opérations dont leurs titres pourraient, à l'avenir, faire l'objet. A l'instar de certaines législations étrangères, moyennant l'organisation d'une publicité spéciale des titres déclarés perdus, tout acquéreur ultérieur de ces titres sera réputé de mauvaise foi. Cette présomption légale lèvera tous les obstacles, toutes les conditions qui s'opposent au droit de revendication des porteurs dépossédés, ou qui en limitent l'exercice.

*
*
*

Il importe, en cas de disparition des titres, que la loi assure aux porteurs dépossédés la reprise, à des conditions satisfaisantes, de l'exercice de leurs droits vis-à-vis de l'Établissement débiteur. C'est de la responsabilité éventuelle de cet Établissement à l'égard d'un tiers dont la possession serait inattaquable, que découlent toutes les difficultés auxquelles se heurtent les porteurs dépossédés. Il convient de dégager cette responsabilité par une mise en demeure légale des tiers de faire valoir leurs droits dans un certain délai, cette mise en demeure ou sommation étant attachée à la publication d'une liste officielle et complète des titres dont la dépossession par suite d'événements de guerre, est alléguée ; faute de réponse à cette sommation dans le délai voulu, tout titre porté sur la dite liste sera frappé d'une présomption absolue de perte définitive, entraînant la déchéance ou l'annulation de plein droit du titre entre les mains de son porteur. Tout en sauvegardant les intérêts légitimes des tiers, cette méthode, déjà adoptée par la loi française du 4 avril 1915, mettra les porteurs dépossédés en mesure d'obtenir à bref délai, et dans des conditions qui exonèrent l'Établissement débiteur de tous risques, tous paiements, ainsi que la délivrance d'un titre en duplicata.

*
*
*

Pour assurer aux porteurs dépossédés le bénéfice de ce double mode de réparation, restitution des titres ou délivrance des titres nouveaux, l'institution d'une procédure en déclaration de perte et l'organisation d'une publicité spéciale de ces déclarations apparaissent indispensables. Par la présomption de mauvaise foi qu'elle crée à leur charge, cette publication donnera une efficacité absolue à la revendication des titres contre tous tiers acquéreurs ultérieurs ; sanctionnée par l'obligation légale imposée aux établissements débiteurs comme à tous intermédiaires, de saisir tout titre ou coupon déclaré perdu qui parviendrait entre leurs mains, elle constituera, indépendamment de ses effets sur le fond même du droit, un instrument de découverte des titres et de leurs détenteurs, donnant ainsi à l'extension du droit de revendication des porteurs dépossédés son complément pratique indispensable ; enfin, jointe à la mise en demeure des tiers de faire valoir leurs droits dans un certain délai, la publication des déclarations sera le fondement premier de cette présomption de perte définitive qui, dégageant la responsabilité de l'établissement débiteur, fait recouvrer aux porteurs dépossédés l'entier exercice de leurs droits.

*
*
*

Dans le règlement de la situation des porteurs dépossédés, le projet réalise une conciliation équitable de tous les intérêts. La publicité des déclarations sauvegarde

l'intérêt des tiers de bonne foi contre le droit de revendication du porteur dépossédé ; elle justifie à leur égard la déchéance finale des titres, sans laquelle, d'autre part, aucune délivrance d'un titre en duplicata ne saurait être légitimement imposée à l'Établissement débiteur.

Certaines dispositions particulières, telles que la vérification judiciaire des déclarations de perte, l'institution d'une procédure rapide et peu coûteuse en radiation des déclarations, enfin des pénalités sévères comminées contre les auteurs de fausses déclarations, achèvent de garantir les tiers contre tout abus des droits conférés aux porteurs dépossédés.

Telles sont, Messieurs, les considérations essentielles qui ont inspiré le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

LEON DELACROIX.

PROJET DE LOI

relatif à la protection des porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tout possesseur qui, par suite d'événements de guerre survenus depuis le 4 août 1914, a été dépossédé de titres au porteur, — à l'exclusion des billets de la Banque Nationale ou de tous autres billets de même nature, ainsi que des valeurs spécifiées à l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873, — peut se faire restituer contre cette perte dans la mesure et sous les conditions déterminées aux articles suivants.

WETSONTWERP

betreffende de bescherming der houders van titels onteigend tengevolge van oorlogsgebeurtenissen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister is gelast in Onzen Naam; bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De bezitter die, ten gevolge van oorlogsvoorvallen gebeurd sedert 4^{de} Augustus 1914, is onteigend geworden van titels aan houder, — met uitzondering van de briefjes der Nationale Bank of van alle andere briefjes van zelfden aard, alsmede van de onder artikel één der wet van 20^{de} Juni 1873 omschreven waarden, — kan herstelling bekomen van die schade binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in de navolgende artikelen.

Sont toutefois réservées les modalités de procédure à établir par arrêté royal en ce qui concerne les titres émis par l'État belge.

TITRE PREMIER.

Des déclarations de perte.

ART. 2.

Dans le délai de six mois à compter de la date fixée par arrêté royal, le porteur dépossédé soumettra à l'homologation du juge de paix de son domicile, ou, s'il habite hors de la Belgique, du lieu de la dépossession, une déclaration écrite et signée, indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros par ordre augmentatif et, s'il y a lieu, la série des titres.

L'homologation est subordonnée à la justification par le déclarant de faits ou de pièces de nature à rendre vraisemblable la dépossession dont il se prévaut.

Les décisions rendues sont sujettes à appel.

L'appel est interjeté devant le tribunal de première instance; il est formé par acte reçu au greffe, dans les huit jours à dater du jugement.

ART. 3.

Dans les quinze jours du jugement, la déclaration homologuée sera signifiée par huissier à l'*Office National Belge des Valeurs mobilières*, qui sera créé en exécution de la présente loi. L'huissier instru-

Worden nochtans voorbehouden, de bijzondere vormen van rechtspleging bij Koninklijk besluit vast te stellen ten opzichte der titels uitgegeven door den Belgischen Staat.

TITEL ÉÉN.

Van de aangiften van verlies.

ART. 2.

Binnen den termijn van zes maanden te rekenen van den bij Koninklijk besluit bepaalden datum, behoort de onteigende houder aan de bekrachtiging van den vrederechter zijner woonplaats, of, indien hij buiten België woonachtig is, van de plaats der onteigening eene schriftelijke en ondertekende verklaring te onderwerpen, welke het getal, den aard de nominale waarde, de nummers in klimmende orde en, zoo daartoe aanleiding bestaat, de reeks der titels vermeldt.

De bekrachtiging is ondergeschikt aan verantwoording door den aangever, van feiten of stukken, van aard om de onteigening die hij inroept, als waarschijnlijk te doen voorkomen.

Verhaal mag tegen de getroffen beslissingen worden genomen.

Beroep wordt ingesteld voor de rechtbank van eersten aanleg; het wordt gedaan bij akte ontvangen ter griffie binnen de acht dagen te rekenen van den datum van het vonnis.

ART. 3.

Binnen de vijftien dagen van het vonnis, wordt de gerechtelijk bekrachtigde aangifte bij deurwaarder beteekend aan het *Nationaal Belgisch Kantoor van Roerende Waarden*, ingericht in uitvoering

mentant la dénoncera le même jour, sous pli recommandé, à l'Établissement débiteur.

La signification à l'*Office National* contiendra élection de domicile du déclarant à Bruxelles pour tous actes relatifs à la déclaration.

ART. 4.

L'*Office National* procédera à la publication de la désignation et des numéros des titres par une insertion permanente au *Bulletin périodique des déclarations de perte*, qui sera créé en exécution de la présente loi.

ART. 5.

La publication du *Bulletin périodique* prendra fin lorsque tous les titres dont la perte aura été régulièrement signifiée à l'*Office National* auront fait l'objet d'une insertion au moins.

Le dernier numéro du *Bulletin périodique* constitue la *Liste définitive des titres déclarés perdus par suite d'événements de guerre*.

Les Établissements débiteurs qui voudront soit remplacer par un titre nouveau, soit marquer d'un timbre ou de tout autre signe distinctif ceux de leurs titres qui ne figurent point dans la *Liste définitive*, sont autorisés à prescrire, par voie de publication au *Moniteur*, la représenta-

van deze wet. Zij wordt op denzelfden dag door den werkenden deurwaarder, bij aangeteekenden postbrief, aangezegd aan de schuldplichtige inrichting.

De betrekking aan het *Nationaal Kantoor* vermeldt kiezing van woonplaats te Brussel door den aangever, voor alle akten betreffende de aangifte.

ART. 4.

Het *Nationaal Kantoor* gaat over tot het bekendmaken der aanduiding en der nummers van de titels door middel van eene doorlopende inlassing in het *Periodiek Bulletin der verlies-aangiften*, dat in uitvoering van deze Wet wordt uitgegeven.

ART. 5.

Het uitgeven van het *Periodiek Bulletin* wordt gestaakt wanneer al de titels waarvan het verlies regelmatig van het *Nationaal Kantoor* zal zijn beteekend, minsten eenmaal het voorwerp eener inlassing geweest zijn.

Het laatste nummer van het *Periodiek Bulletin* vormt de *Eind-lijst der titels aangegeven als te loor gegaan ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen*.

De schuldplichtige inrichtingen die verlangen dezulke hunner titels die niet voorkomen op de *Eind-lijst*, hetzij door een nieuwen titel te vervangen, hetzij te stempelen of van enig ander onderscheidingsteeken te voorzien, worden gemachtigd, door middel van aankondiging in

tion de leurs titres, et à suspendre jusqu'à ce moment l'exercice des droits y afférents.

ART. 6.

S'il s'agit de valeurs étrangères, la dénonciation prévue à l'article 3 sera faite au siège social de l'Établissement chargé du service des titres et coupons en Belgique, puis communiquée par ce dernier à l'Établissement débiteur étranger.

Si plusieurs établissements sont chargés en Belgique du service d'une même valeur, ils désigneront, pour recevoir en leur nom ladite déclaration, un établissement unique, dont l'indication sera publiée au *Moniteur*; à défaut de quoi, la dénonciation faite à l'un d'entre eux portera effet à l'égard de tous les autres.

Une liste complète de tous les Établissements ainsi désignés sera publiée en annexe dans chaque numéro du *Bulletin*.

TITRE II.

De la saisie des titres.

ART. 7.

Dès le jour de la dénonciation, l'Établissement débiteur entre les mains de qui parvient un titre ou coupon déclaré perdu, est tenu de retenir ce titre ou coupon contre récépissé. La même obligation in-

den *Moniteur*, het overleggen harer titels voor te schrijven en het uitoefenen van de er aan verbonden rechten tot op dat oogenblik te schorsen.

ART. 6.

Geldt het vreemde waarden dan wordt de in artikel 3 voorziene aanzegging gedaan ten maatschappelyken zetel van de inrichting gelast met den dienst der titels en coupons in België, en daarna door deze medegedeeld aan de vreemde schuldplichtige inrichting.

Indien meerdere inrichtingen in België belast zijn met den dienst eener zelfde waarde, dan duiden zij, om in hun naam gemelde aangifte te ontvangen, een enkele inrichting aan, waarvan de aanwijzing zal bekend gemaakt worden in den *Moniteur*; bij gebreke waarvan, de aanzegging gedaan aan een van hen, uitwerkende kracht hebben zal tegenover al de andere.

Een volledige lijst van al de aldus aangewezen inrichtingen wordt als bijlage aan elk nummer van het *Bulletijn* bekend gemaakt.

TITEL II.

Van de inbeslagneming der titels.

ART. 7.

Van den dag der aanzegging af is de schuldplichtige inrichting, in wier handen een titel of coupon komt, die aangegeven werd als te loor gegaan, gehouden dien titel of coupon aan te houden tegen ontvangbe-

combe, à dater du lendemain de la publication au *Bulletin périodique*, à tout agent de change, courtier, banquier ou autre intermédiaire.

Dans les deux jours, l'Établissement débiteur avisera de la saisie le déclarant, par lettre recommandée, en lui faisant connaître les nom et adresse du présentateur. En cas de saisie par un intermédiaire, cette notification sera faite par lui en les mêmes formes et délai à l'Établissement débiteur, qui en avisera le déclarant.

ART. 8.

Le déclarant qui rentre en possession des titres ou coupons dont la saisie a été faite par un intermédiaire, devra verser à celui-ci une prime, dont le montant sera fixé par arrêté royal. Le même arrêté déterminera le chiffre de l'indemnité due à l'intermédiaire en cas de déclaration mal fondée.

TITRE III.

De la Revendication.

ART. 9.

Par dérogation aux articles 2279 et 2280 du Code civil, tout porteur dépossédé de ses titres par un événement quelconque de la guerre, peut les revendiquer pendant trois ans, à compter de la date de la pré-

wijs. De zelfde verplichting rust, van den dag af die volgt op dezen der bekendmaking in het *Periodiek Bulletin*, op elken wisselaar, make-laar, bankier of anderen tusschenpersoon.

Binnen de twee dagen geeft de schuldplichtige inrichting, per aangeeekenden brief, kennis van de inbeslagneming aan den aangever, hem naam en adres van den aanbieder bekend makende. Ingeval van inbeslagneming door een tusschenpersoon, wordt deze kennisgeving door hem gedaan in dezelfde vormen en binnen denzelfden termijn aan de inrichting die het bedrag der titels verschuldigd is, dewelke den aangever kennis daarvan geeft.

ART. 8.

De aangever die terug in bezit komt van de titels of coupons waarvan de inbeslagneming door tusschenpersoon plaats greep, moet aan dezen een premie storten, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld. Hetzelfde besluit bepaalt het bedrag der aan den tusschenpersoon verschuldigde vergoeding ingeval van ongegronde aangifte.

TITEL III.

Van de werderopeisching.

ART. 9.

Met afwijking van artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek mag alle houder die van zijne titels werd onteigend ten gevolge van eenige oorlogsgebeurtenis, dezelve wederopeischen, gedurende

sente loi, contre quiconque les tient en vertu d'une négociation antérieure à la publication de la *Liste définitive*.

Si ce possesseur a acquis les titres d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure à la date du 1^{er} août 1914, le porteur originaire ne peut se les faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'ils lui ont coûté.

Dans ce même cas, le porteur dépossédé peut toujours exiger du possesseur actuel tous les renseignements nécessaires pour arriver à remonter la filière des vendeurs successifs.

Est responsable du préjudice subi par le porteur dépossédé, tout vendeur qui a acquis les titres en dehors des conditions prévues à l'alinéa 2.

ART. 10.

Le déclarant peut revendiquer ses titres contre quiconque les a acquis en vertu d'une négociation postérieure au jour de leur publication au *Bulletin périodique*. Il n'y a pas lieu au remboursement du prix qu'ils ont coûté au possesseur actuel des titres lorsque celui-ci les a acquis dans les conditions prévues à l'article 2280 du Code civil.

ART. 11.

Dans tous les cas, le tiers acquéreur évincé conserve son recours contre celui de qui il tenait les titres.

drie jaren, te rekenen van den datum dezer wet af, van eenieder die zij in handen heeft krachtens eene verhandeling voorafgaande aan de bekendmaking van de *Eind-lijst*.

Heelt deze bezitter de titels verworven van een wisselaar wiens inschrijving bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs vóór eersten Augustus 1914 plaats greep, dan mag de oorspronkelijke houder zich dezelve slechts doen teruggeven mits betaling aan den bezitter van den door hem betaalden prijs.

In dit zelfde geval mag de onteigende houder altijd van den huidige bezitter al de inlichtingen vorderen die noodig zijn om de reeks op te klimmen van de opvolgende verkoopers.

Is verantwoordelijk voor de schade geleden door den onteigenden houder, alle verkooper die de titels heeft verworven buiten de in het 2^o lid voorziene voorwaarden.

ART. 10.

De aangever mag zijne titels wederopeischen van eenieder die ze verworven heeft krachtens eene verhandeling volgende op den dag hunner bekendmaking in het *Periodiek Bulletin*. Tot teruggave van den prijs door den huidige bezitter der titels besteed, is er geen aanleiding indien bedoelde bezitter dezelve heeft verworven in de voorwaarden voorzien bij artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 11.

In elk geval behoudt de uitgewonnen derde aankoper zijn verhaal op dengenen van wien hij de titels had verworven.

ART. 12.

Les agents de change, courtiers, banquiers ou autres intermédiaires sont responsables envers toute personne des négociations effectuées à leur intervention, depuis le 4 août 1914, sur des titres qui ont fait l'objet d'une dépossession par suite d'événements de guerre.

Cette responsabilité prend fin à la date de publication de la *Liste définitive*.

Elle n'a point lieu lorsque l'acquisition des titres a été faite d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure au 1^{er} août 1914.

Les agents de change, courtiers, banquiers et autres intermédiaires sont responsables envers toute personne des négociations effectuées par leur entremise sur des titres figurant au *Bulletin périodique*.

ART. 13.

Les agents de change, courtiers, banquiers et autres intermédiaires doivent inscrire sur le livre dont la tenue leur est imposée par l'article 65 de la loi du 30 décembre 1867, avec l'indication de la date déjà exigée par ledit article :

1° La désignation et les numéros des titres qu'ils achètent, qu'ils vendent ou sur lesquels ils font des opérations de nantissement ou de report;

2° La désignation des nom, profession et demeure des personnes avec lesquelles ils traitent.

Ils sont astreints à chacune de ces

ART. 12.

De wisselaars, makelaars, bankiers en andere tussenpersonen zijn verantwoordelijk tegenover een iegelijk voor de door hunne bemiddeling sedert 4 Augustus 1914 gedane verhandelingen van de titels die het voorwerp waren eener onteigening ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen.

Deze verantwoordelijkheid vervalt van den dag der bekendmaking van de *Eind-lijst* af.

Zij wordt niet aangegaan indien de titels werden verworven van een wisselaar wiens inschrijving bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs van vóór 1 Augustus dagteekent.

De wisselaars, makelaars, bankiers en andere tussenpersonen zijn verantwoordelijk tegenover alle personen voor de door hunne bemiddeling gedane verhandelingen van titels opgenomen in het *Periodiek Bulletin*.

ART. 13.

De wisselaars, makelaars, bankiers en andere tussenpersonen moeten vermelden in het boek waarvan het houden hun wordt opgelegd bij artikel 65 der wet van 30 December 1867, met opgave van den reeds bij bedoeld artikel vereischten datum :

1° De aanduiding en de nummers der titels die zij koopen, die zij verkoopen of waarop zij inpandgeving- of overdrachtsverrichtingen doen;

2° De aanduiding van naam, beroep en woonplaats der personen met wie zij handelen.

Zij zijn gehouden elke dezer drie

trois inscriptions, à peine d'une amende de 50 francs par contravention, indépendamment de tous dommages-intérêts envers tous tiers auxquels leur négligence aurait porté préjudice, et sous réserve de l'application éventuelle des peines du faux.

ART. 14.

La négociation sera, pour l'application des articles 9 et 10, réputée accomplie dès le moment où, sur livraison par le donneur d'ordre, aura été inscrite dans le livre de l'agent de change la détermination des titres qui en font l'objet.

TITRE IV.

Des droits des porteurs dépossédés vis-à-vis des Établissements débiteurs.

§ 1^{er}. — *De la responsabilité des Établissements débiteurs quant aux paiements.*

ART. 15.

Aucun paiement effectué entre les mains d'un tiers porteur de titres ayant fait l'objet d'une déclaration de perte, n'est valable à l'égard du déclarant.

Ce qui aura été payé par erreur, malgré une déclaration de perte, sera sujet à répétition. En aucun cas, la restitution des titres ou coupons ne pourra être exigée.

inschrijvingen te doen, op straf eener boete van 50 frank per overtreding, onverminderd alle schadevergoeding tegenover alle derde personen aan dewelke hunne nalatigheid schade zou hebben berokkend, en onder voorbehoud van gebeurlijke toepassing der straffen op valsheid in geschriften.

ART. 14.

Voor de toepassing van artikelen 9 en 10 wordt de verhandeling beschouwd als voltrokken van het oogenblik dat, op aflevering door den ordergever, de bepaling der titels die het voorwerp er van uitmaken in het boek van den wisselaar is ingeschreven.

TITEL IV.

Van de rechten der onteigende houders tegenover schuldplichtige inrichtingen.

§ 1. — *Van de verantwoordelijkheid, in zake betalingen, der schuldplichtige inrichtingen.*

ART. 15.

Geen betaling gedaan in handen van een derden houder van titels, welke het voorwerp hebben uitgemaakt eener aangifte van verlies, is geldig ten opzichte van den aangever.

Hetgeen bij vergissing werd betaald, ondanks eene aangifte van verlies, is terugvorderbaar. In geen geval kan teruggave der titels of coupons worden geëischt.

ART. 16.

Les Établissements débiteurs belges sont responsables vis-à-vis du déclarant de tous les paiements effectués pour leur compte par les Établissements chargés à l'étranger du service de leurs titres et coupons. Cette responsabilité prend cours du jour où le *Bulletin périodique* a pu parvenir aux établissements chargés dudit service.

§ 2. — *Du droit des déclarants au paiement des titres et à la délivrance des titres nouveaux.*

ART. 17.

Après une année écoulée et deux échéances survenues depuis la première publication de la déclaration au *Bulletin périodique*, le déclarant peut, s'il y a contradiction, exiger de l'Établissement débiteur le paiement des intérêts ou dividendes.

Ces paiements libèrent l'Établissement débiteur envers tout tiers au préjudice de qui ils auraient été effectués, sauf le recours de celui-ci contre le déclarant.

ART. 18.

Par le fait de la publication de la *Liste définitive des titres déclarés perdus par suite d'événements de guerre*, quiconque prétendrait avoir des droits sur ces titres est mis en demeure de les faire valoir dans le délai de deux ans.

ART. 16.

De Belgische schuldplichtige inrichtingen zijn tegenover den aangever verantwoordelijk voor alle betalingen voor hunne rekening gedaan door de inrichtingen welke in het buitenland belast zijn met den dienst hunner titels en coupons. Deze verantwoordelijkheid neemt aanvang van den dag af waarop het *Periodiek Bulletin* aan de met dezen dienst belaste inrichtingen heeft kunnen toekomen.

§ 2. — *Van het recht des aangevers op betaling der titels en op aflevering van nieuwe titels.*

ART. 17.

Na het verlopen van één jaar en 't verschijnen van twee vervaldagen na de eerste bekendmaking der aangifte in het *Periodiek Bulletin*, mag de aangever, indien geene tegenspraak bestaat, van de schuldplichtige inrichting betaling der interesten of dividenden vorderen.

Deze betalingen bevrijden de schuldplichtige inrichting tegenover derden, ten nadeele van wie dezelve zouden geschied zijn, behoudens verhaal dezer op den aangever.

ART. 18.

Door het feit van het uitgeven der *Eind-lijst der titels aangegeven als te loor gegaan ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen*, wordt een iegelijk die zou beweren rechten te hebben op deze titels, aangemaand dezelve te doen gelden binnen een tijdsverloop van twee jaren.

A l'expiration de ce délai, lesdits titres seront, à défaut de contradiction de la déclaration, de plein droit frappés de déchéance. Cette déchéance entraîne l'extinction de tous les droits attachés à la possession des titres, ne laissant au tiers porteur, au préjudice de qui elle a lieu, qu'une action personnelle contre le déclarant.

Une liste complète de titres frappés de déchéance sera, dans les deux mois, publiée par les soins de l'*Office National*.

ART. 19.

La déchéance du titre met le déclarant en droit d'exiger, à ses frais, de l'Établissement débiteur, outre tous paiements afférents auxdits titres, la délivrance d'un titre nouveau, conférant les mêmes droits et négociable dans les mêmes conditions que le titre primitif.

Le nouveau titre portera le même numéro que le titre primitif; il sera, ainsi que chacun de ses coupons, revêtu d'une surcharge indiquant qu'il est délivré en duplicata et en vertu de la présente loi.

Les titres ainsi délivrés seront timbrés sans frais.

ART. 20.

La contradiction suspend tout paiement au profit du déclarant et la déchéance du titre jusqu'à déci-

Na dit tijdsverloop, gaan gemelde titels bij gebreke van strijdigheid der aangifte, van rechtswege door verval te niet. Dit te niet gaan brengt verval mede van alle rechten verbonden aan het bezit des titels, den derden houder, ten nadeele van wien het geschiedde slechts eene persoonlijke vordering tegenover den aangever latende.

Een volledige lijst der bij verval te niet gegane titels zal, binnen twee maanden, worden uitgegeven door de zorgen van het *Nationaal Kantoor*.

ART. 19.

Door verval van den titel verwerft de aangever het recht om, op eigen kosten, van de schuldplichtige inrichting, ongerekend alle betalingen toekomend aangemelde titels, aflevering te vorderen van een nieuwen titel, waardoor dezelfde rechten worden toegekend en die verhandelbaar is onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke titel.

Deze nieuwe titel draagt hetzelfde nummer als de oorspronkelijke; bovendien wordt hij, evenals elk zijner coupons bekleed met eene overschrijving aanduidende dat hij is afgeleverd om te gelden als dubbel krachtens de tegenwoordige wet.

De aldus afgeleverde titels worden kosteloos gestempeld.

ART. 20.

Tegenspraak schort elke betaling ten bate van den aangever alsmede verval van den titel totdat rechts-

sion de justice ou accord entre les parties; elle résulte exclusivement :

1° du dépôt des titres effectué entre les mains de l'Établissement débiteur ou de la saisie opérée par celui-ci ou par un intermédiaire en exécution de l'article 6.

Le dépôt ou la saisie d'un coupon détaché n'empêche contradiction qu'à l'égard de ce seul coupon ;

2° De la dénonciation faite par un tiers à l'Établissement débiteur de son assignation au déclarant en reconnaissance de ses droits.

Toute contradiction sera notifiée dans les deux jours par l'Établissement débiteur à l'*Office National*.

TITRE V.

De la radiation de la déclaration de perte.

ART. 21.

La radiation de la déclaration de perte résulte soit d'un acte du déclarant, soit d'une décision judiciaire.

ART. 22.

Le déclarant fera procéder à la radiation de la déclaration de perte par acte d'huissier signifié à l'*Office National*.

L'*Office National* en donnera dans les deux jours avis à l'Établissement débiteur.

L'*Office National* publie dans cha-

uitspraak of overeenkomst tusschen partijen tusschen beide komt; zij vloeit uitsluitend voort :

1° Uit nederlegging der titels, gedaan in handen van de schuldplichtige inrichting of uit inbeslagneming door deze inrichting of door een tusschenpersoon gedaan krachtens artikel 6.

De nederlegging of de inbeslagneming van een afgesneden coupon brengt slechts tegenspraak mede ten opzichte van deze enkele coupon ;

2° Uit aanzegging gedaan door een derde aan de schuldplichtige inrichting van zijne dagvaarding aan den aangever, ter erkenning zijner rechten. Alle tegenspraak wordt binnen twee dagen door de schuldplichtige inrichting aan het *Nationaal Kantoor* bekend gemaakt.

TITEL V.

Van de schrapping der aangifte van verlies.

ART. 21.

De schrapping der aangifte van verlies spruit voort hetzij uit een akte van den aangever hetzij uit een gerechtelijke beslissing.

ART. 22.

De aangever doet overgaan tot de schrapping der aangifte van verlies bij akte van deurwaarder beteekend aan het *Nationaal Kantoor*.

Het *Nationaal Kantoor* geeft binnen twee dagen daarvan bericht aan de schuldplichtige inrichting.

Het *Nationaal Kantoor* kondigt

que numéro du *Bulletin périodique* la liste des titres dont la radiation lui a été signifiée. A l'expiration de la publication du *Bulletin périodique*, les titres rayés figureront au *Moniteur belge*.

ART. 23.

Le porteur d'un titre frappé d'une déclaration de perte peut, indépendamment de l'action sur le fond, poursuivre la radiation de la manière suivante :

Il fera sommation au déclarant d'avoir à introduire dans le mois une demande en revendication, qui sera portée devant le tribunal de première instance du domicile du porteur actuel du titre.

Cette sommation contiendra, le cas échéant, l'indication de la date, antérieure au 4 août 1914, à partir de laquelle il est à même de justifier de la possession du titre.

Elle contiendra, en outre, assignation au déclarant à comparaître, dans un délai qui ne pourra être moindre d'un mois, à l'audience des référés devant le président du tribunal de première instance du domicile du porteur, pour y entendre, dans les cas ci-après spécifiés, prononcer la radiation de la déclaration.

ART. 24.

Si à l'audience fixée pour la comparution en référé le déclarant ne justifie pas avoir introduit une demande en revendication, le juge prononcera la radiation.

in elk nummer van het *Periodiek Bulletin* de lijst af der titels waarvan de schrapping hem beteekend werd. Bij staking van het uitgeven van het *Periodiek Bulletin* worden de geschapte titels in den *Moniteur belge* vermeld.

ART. 23.

De houder van een titel waaromtrent aangifte van verlies gedaan werd, mag, ongerekend het rechtsgeding nopens den grond der zaak, de schrapping op de volgende wijze vorderen :

Hij maant den aangever aan binnen de maand eene aanvraag tot wederopeiseling in te dienen, dewelke gebracht wordt voor de rechtbank van eersten aanleg der woonplaats van den huidige houder des titels.

Deze aanmaning behelst, desvoorkomend, aanduiding van den datum voorafgaande aan den 4 Augustus 1914. van af denwelken hij in staat is het bezit van den titel te wettigen.

Daarenboven houdt zij dagvaarding aan den aangever om te verschijnen, binnen een tijdsverloop van ten minste één maand, ter kortgedingzitting, voor den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg der woonplaats van den houder, om aldaar in de hierna vermelde gevallen de schrapping der aangifte te hooren uitspreken.

ART. 24.

Indien op de zitting vastgesteld ter verschijning in kortgeding, de aangever niet het bewijs levert dat hij eene aanvraag tot wederopeiseling heeft ingediend, dan spreekt de rechter de schrapping uit.

Il en sera de même, quoique le déclarant ait introduit sa demande en revendication, si le porteur justifie par un bordereau ou d'autres actes probants et non suspects, antérieurs à la guerre, qu'il est propriétaire des valeurs revendiquées depuis une date antérieure au 4 août 1915.

Dans tous les cas où la radiation sera prononcée, le juge aura le droit de statuer sur les dépens.

L'ordonnance de radiation, accompagnée d'un certificat de non appel, délivré conformément aux dispositions de l'article 348 du Code de procédure civile, sera signifiée par l'intéressé tant à l'*Office National* qu'au déclarant.

Dans les deux jours, l'*Office National* en avisera l'Établissement débiteur.

Le délai d'appel est de quinze jours à compter du jugement, sans qu'il y ait lieu à augmentation à raison des distances.

Les titres frappés de radiation sont publiés soit dans le *Bulletin périodique*, soit dans le *Moniteur belge*, suivant les dispositions de l'article 22.

TITRE VI.

De la destruction et de la falsification des titres.

ART. 25.

Le porteur qui fait la preuve de la

Op dezelfde wijze wordt gehandeld indien, alhoewel de aangever zijne aanvraag tot wederopeisching heeft ingediend, de houder door middel van een borderel of andere bewijskrachtige en niet verdachte akten, van vóór den oorlog dagteekende, het bewijs levert dat hij eigenaar is van de wederopgeëischte waarden, van eenen datum af die den 4 Augustus 1914 voorafgaat.

In al de gevallen waarin schrapping wordt uitgesproken, is de rechter gemachtigd omtrent de kosten vonnis te vellen.

Het bevelschrift tot schrapping, gestaald door een bewijs van niet-beroep, afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 348 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, wordt door den betrokkene beteekend, zoowel aan het *Nationaal Kantoor*, als aan den aangever.

Binnen de twee dagen geeft het *Nationaal Kantoor* kennis daarvan aan de schuldplichtige inrichting.

De termijn van beroep is vijftien dagen na den dag van het vonnis, zonder dat er aanleiding weze tot verlenging uit oorzaak van afstanden.

De aldus met schrapping getroffen titels worden bekend gemaakt hetzij in het *Periodiek Bulletin*, hetzij in den *Moniteur belge*, naar de voorschriften van artikel 22.

TITRE VI.

Van de vernieling en van de vervalsching der titels.

ART. 25.

De houder die het bewijs levert

destruction et de l'identité de son titre, peut exiger de l'Établissement débiteur la délivrance immédiate d'un titre en duplicata ou le paiement du capital devenu exigible.

La falsification du titre est à cet égard assimilée à sa destruction. Dans ce cas, avant toute délivrance du duplicata, le titre falsifié devra être remis à l'Établissement débiteur.

Les tribunaux saisis de ces demandes pourront subordonner la délivrance des titres nouveaux ou le paiement du capital à la fourniture de telles garanties qu'ils jugeront convenir.

TITRE VII.

Dispositions pénales.

ART. 26.

Celui qui, de mauvaise foi, aura formé ou maintenu une déclaration de perte, sera puni d'une amende de 26 francs à 500 francs.

S'il a par là obtenu ou tenté d'obtenir aux dépens d'autrui un profit quelconque résultant des effets légaux de la déclaration, le peine sera celle qui est portée contre l'escroquerie (art. 496 du Code pénal).

Dispositions générales.

ART. 27.

Les divers actes et formalités prévus par la présente loi sont

van de vernieling en van de eenzelvigheid van zijn titel mag van de schuldplichtige inrichting de onmiddellijke aflevering eischen van een titel geldende als dubbel of de uitkeering van het vorderbaar geworden kapitaal.

De vervalsching van den titel wordt te dien opzichte gelijkgesteld met zijne vernieling. In zulk geval wordt de vervalschte titel aan de schuldplichtige inrichting overhandigd vóór eenige aflevering van het duplicaat.

De rechtbanken voor dewelke deze aanvragen worden gebracht, kunnen de aflevering van nieuwe titels of de uitkeering van het kapitaal ondergeschikt maken aan het verschaffen van zulke waarborgen als zij gepast achten.

TITEL VII.

Strafbepalingen.

ART. 26.

Degene die, te kwader trouw, eene aangifte van verlies heeft gedaan, of bestendig, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank.

Heeft hij daardoor ten koste van anderen verkregen of beproefd te verkrijgen een welkdanig voordeel voortvloeiend uit de wettige gevolgen van de aangifte, dan zal de straf die zijn welke toegepast wordt op aftruggelarij (art. 496 van het Strafwetboek).

Algemeene bepalingen.

ART. 27.

De verschillende akten en formaliteiten voorzien bij deze wet

exempts de tout droit de greffe, de timbre, d'enregistrement et de publication.

ART. 28.

Tous les délais établis par la présente loi peuvent être prorogés par arrêté royal.

Donné à Bruxelles,

worden ontslagen van alle rechten van griffie, zegel, registratie en bekendmaking.

ART. 28.

Al de termijnen vastgesteld bij deze Wet, kunnen worden verlengd bij Koninklijk besluit.

Gegeven te Brussel, den

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



(29)

(4)

(N^o 149.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1920.

Ontwerp van wet

betreffende de bescherming der houders van titels onteigend ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 's Konings last heeft de Regeering de eer aan de Kamer ter behandeling voor te leggen het ontwerp van wet betreffende de bescherming der houders van titels onteigend ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen, dat reeds bij het vorige parlement aanhangig was gemaakt doch vervallen is ten gevolge van de ontbinding der wetgevende Kamers.

Ter rechtvaardiging van het ontwerp verwijst de Regeering naar de memorie van toelichting die bij het destijds ingediende ontwerp behoorde.

De Eerste Minister,

Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

BIJLAGE

MEMORIE VAN TOELICHTING

Mijne Heeren,

Tijdens den vijandelijken inval zijn een groot aantal titels aan houder het voorwerp geworden van daden van roof, plundering en vernieling. Deze feiten hebben aan de wettige eigenaars dier titels een ernstige schade berokkend en diepe stoornis verwekt in den effektenhandel. De billijkheid en het belang onzer geldmarkt, welke in haren normalen toestand van orde en zekerheid dient hersteld, eischen eene spoedige tusschenkomst van den wetgever.

Sedert lang wordt door de openbare meening het invoeren geëischt van een stelsel tot bescherming der houders van roerende waarden. De Regeering bepaalt zich echter heiden er toe zekere overgangsmaatregelen voor te stellen, hebbende enkel voor doel herstelling der schade, torgebracht aan de houders die ten gevolge van oorlogsvoorvallen van hunne titels werden onteigend. De omstandigheden, waarin deze onteigening gebeurde, maken inderdaad het invoeren noodzakelijk van een bijzonder stelsel dat in geen geval zou kunnen versmolten worden in een zelfde wetgevend geheel, met dit vereischt door den toestand der houders die in den normalen loop van het economisch en wettelijk leven worden onteigend.

De Regeering heeft nochtans de noodwendigheid van definitive regeling van dit vraagstuk niet uit het oog verloren. Het onderzoek waartoe te dien opzichte door hare zorgen werd overgegaan, heeft tot stipte gevolgtrekkingen aanleiding gegeven. Het huidig ontwerp heeft hiermede nog al van dichtbij rekening gehouden om den overgang tot een definitief stelsel te vergemakkelijken. Anderzijds, heeft men waargenomen dat eene gelijktijdige tenuitvoerlegging van twee wetgevingen, de eene toepasselijk op elke onteigening van titels, de andere alleen in verband met onteigeningen voortvloeiende uit oorlogsfeiten, zeer groote verwikkelingen zou teweeg gebracht hebben.

In tegenstelling met talrijke vreemde wetgevingen schenkt de Belgische wet den eigenaars van titels aan houder geene bijzondere bescherming in geval van onteigening. Hun toestand is, in dit opzicht, geheel en gansch onderworpen aan de bepalingen van het gemeen recht. Houdt men rekening van den bijzonderen aard der titels aan houder, welke buiten hunne hoedanigheid van stoffelijke roerende goederen, overdraagbaar door eenvoudige terhandtelling, ook de hoedanigheid hebben van eene schuldvordering op de instelling die ze heeft uitgegeven, dan uit zich deze onvolledigheid in twee opzichten : in de betrekkingen tusschen den onteigenden

houder en den derden huidige houder van den titel, en in zijne betrekkingen met de Instelling van uitgifte. Uit hoofde dezer regelen stuit tegenover den derden houder, de vordering tot teruggave vanwege den onteigenden houder op een bijna onoverkomelijken hinderpaal. Krachtens het traditioneel grondbeginsel: «voor roerende goederen geldt het bezit als titel» (art. 2279, I, van het Burgerlijk Wetboek), sluit alle bezit te goeder trouw het recht tot terugeisning uit. En daar, anderdeels, het bestaan dezer voorwaarde van goede trouw wettelijk vermoedt wordt voor elken bezitter (behalve wel te verstaan, indien hij zelve de dader der onteigening is), spruit hier uit voort dat, bij gemis aan het leveren door den onteigenden houder van het moeijelijk bewijs der kwade trouw van den derde, het enkele feit van het bezit volstaat om aan deze laatste toe te laten den eisch van den wettelijken bezitter te verwerpen en tegenover de Instelling van uitgifte al de aan den titel verbonden rechten uit te oefenen. Door eene uitzondering wordt echter van deze strenge grondbeginsels afgeweken. In geval van verlies of van diefstal in den engen zin van dit woord, kan geen bezit, al is het ook te goeder trouw, geldiglijk gesteld worden als verzet tegen de vordering van den aldus beroofden houder (art. 2279, II, van het Burgerlijk Wetboek). Maar zonder de korte verjaring te rekenen van drie jaar waaraan in zulk geval de vordering tot teruggave is onderworpen, wil een laatste bepaling dat de teruggave der verloren of gestolen titels die ter Beurze of bij een wisselaar, bankier of ander tusschenpersoon werden verkocht, ondergeschikt blijft aan de voorwaarden dat aan den kooper terugbetaling wordt gedaan van den prijs welken hij daarvoor heeft betaald (art. 2280 van het Burgerlijk Wetboek).

Feitelijk pogen de onteigende houders zich te voorzien tegen de toepassing dezer bepalingen door kennisgevingen aan de tusschenpersonen van den verkoop. Deze kennisgevingen, welke den tusschenpersonen geene wettelijke verplichting omtrent het nrgaan der verhandelingen opleggen, verschaffen in gewone tijden slechts eene zeer lichte bescherming. In de huidige omstandigheden zullen de onteigende houders, of zij al dan niet in het bezet gebied metterwoon gevestigd waren, bijna altijd onmachtig geweest zijn om er hun toevlucht toe te nemen.

Elk bezit geldig aangevoerd tegen de terugeisning van den onteigenden houder, ontnemt gelijktijdig aan dezen laatste al zijne rechten jegens de Instelling van uitgifte.

Maar het lot der titels is soms onbekend, en deze afwachtende toestand kan voortduren of zelfs onherroepelijk worden. Dergelijke stand van zaken kan slechts de schuldvordering van den onteigenden houder onzeker maken, zonder ze te niet te doen, daar de titel tegenover de Instelling van uitgifte enkel een bewijsmiddel is en niet het recht zelve. Nochtans zou deze onzekerheid die op den rechtmatigen titularis der schuldvordering rust, kunnen ingeroepen worden door de Instelling van uitgifte, dewelke-aanvoerend het risico dat zij zou loopen door te betalen aan iemand die haar schuldeischer niet is, waardoor zij zou kunnen verplicht worden tweemaal te betalen (art 1239 van het Burgerlijk Wetboek) — zich onbepaaldelijk zou kunnen onttrekken aan de uitvoering harer verplichtingen. Dezelfde redenen verbie-

den aan de Instelling van uitgiften te voldoen aan elk verzoek tot aflevering van een dubbel van den titel. De rechtbanken hebben evenwel den onteigenden houders toegelaten, van de Instellingen van uitgifte, na verloop der verjaringstermijnen, de betaling te eischen zoowel van de interesten als van het kapitaal, deze Instellingen zijnde alsdan beveiligd tegen elke mogelijke vordering van wege een derde, houder te goeder trouw. Niettegenstaande deze gunstige rechtspraak blijft de toestand der onteigende houders vol bezwaren. De duur der verjaringstermijnen welke 5 of 30 jaren bedragen met ingang van den vervalldag, naar gelang het het kapitaal of de interesten geldt, onderwerpt de betalingen aan overdreven vertragingen. Aldus, uit welke onderstelling men ook uitga, ontdekking van den derden houder, of integendeel bepaald verlies der titels, komt het herstellen van de door den onteigenden houder geleden schade voor, hetzij als praktisch onmogelijk, hetzij als uitermate vertraagd.

Stelle men zich thans de toepassing voor aan een dergelijk geheel van bepalingen : de onteigende houders, slachtoffers der gewelddaden en der troebelen veroorzaakt door de vreemde bezetting, verstooten in hunne wettige vorderingen door derden die, zonder eenige voorzorg, hebben deel genomen aan een door de omstandigheden hoogst verdacht geworden handel; ofwel in de onderstelling van bepaald verlies der titels : deze zelfde slachtoffers genoopt vijf jaren te wachten alvorens de eerste opbrengsten te kunnen ontvangen en dertig jaren alvorens terugbetaling te verkrijgen van een kapitaal dat misschien voor 't opbeuren van hun handel of nijverheid onontbeerlijk is.

Deze toestand moet verholpen worden.

Reeds door het besluit-wet van 31 Mei 1917, werden de beginselen van gemeen recht die de terugeisning der roerende goederen in den weg staan, geschorst ten voordeele der slachtoffers van den oorlog. Dit besluit-wet verkondigt de nietigheid van alle akten tot beschikking over roerende of onroerende goederen, die vanwege den vijand, sedert 4^e Augustus 1914, het voorwerp zijn geweest van verbeurdverklaringen, verkooping, inbeslagnemingen of van alle andere op het privaat eigendom inbreuk makende maatregelen; zij kent het recht van terugeisning dezer goederen uitdrukkelijk tegenover elken bezitter toe.

Een strenge toepassing van deze grondbeginselen op de verhandelingen van titels aan houder, welke gedurende de vreemde bezetting geschieden, zou tot erge tegenwerpingen aanleiding geven.

Zonder af te wijken van den geest der traditioneele bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, is het mogelijk het recht van terugeisning van wege den onteigenden houder uit te breiden met al de gevallen van onteigening door eenig oorlogsvoorval gelijk te stellen met de gevallen van verlies of van diefstal.

Tegen het volstrekt recht van terugeisning dat, dank zij deze gelijkstelling, aan de titelhouders, die slachtoffers werden van een oorlogsvoorval, wordt verleend, stelt zich, naar den geest van het Wetboek, de bepaling welke de teruggave der onroerende goederen afhankelijk maakt van de terugbetaling aan den huidige bezitter eener som gelijk aan die welke hij hier-

voor betaalde, wanneer deze ze aangekocht heeft « op een foormarkt, op eene markt of in eene openbare verkooping, of van eenen handelaar die soortgelijke zaken verkoopt » (art. 2280). In de voorwaarden van onzekerheid voortvloeiende uit de vijandelijke bezetting, mag de waardehandel geen aanspraak maken op het genot van eene dergelijke bepaling. Deze zal de belangen van den huidige bezitter dan alleen beveiligen wanneer ze door hem werden afgekocht van eenen handelaar die aanmerkelijke waarborgen aanbiedt. Een wettelijk vermoeden ten gunste der wisselaars welke reeds vóór den oorlog hun beroep uitoefenden, zal de toepassing bezwaren oplossen welke door dergelijken regel zouden ontstaan.

Krachtens deze grondbeginselen zal de teruggave der titels in 't algemeen van zeer bezwarende voorwaarden afhankelijk blijven. Echter dient aangemerkt dat in al de gevallen waarin dit ontwerp in gebreke blijft eene volkomen herstelling te verleenen aan den onteigenden houder, deze zijn verhaal bewaart naar de bijzondere wetgeving welke de herstelling der oorlogsschaden zal verzekeren.

Anderzijds, zal de toepassing dezer bepalingen zich beperken tot de enkele verhandelingen waarvan de titels het voorwerp zouden uitgemaakt hebben, of wel tijdens de vreemde bezetting, of wel vóór alle mogelijkheid van nuttige tuschenkomst van den wetgever. Voortaan kunnen meer doeltreffende beschermingsmiddelen ingevoerd worden die de onteigende houders zullen vrijwaren tegen de gevolgen van al de verhandelingen waarvan hunne titels, in de toekomst, het voorwerp zouden kunnen uitmaken. Naar 't voorbeeld van zekere vreemde wetgevingen, zal, mits inrichting eener bijzondere bekendmaking van de als verloren aangegeven titels, elke latere aankoper van deze titels voor een aankoper van kwade trouw worden gehouden. Dit wettelijk vermoeden zal dienen tot opheffing van al de hinderpalen en van al de voorwaarden die, ofwel zich tegen het recht van opeisching der onteigende houders verzetten, ofwel dit recht beperken.

* * *

In geval van verdwijning der titels, dient de wet aan de onteigende houders de terugname te verzekeren tegen toereikende voorwaarden voor het uitoelenen van hunne rechten tegenover de Instelling van uitgifte. Al de bezwaren, waarop de onteigende houders stuiten, vloeien voort uit de gebeurlijke verantwoordelijkheid van deze instelling jegens een derde welks bezit onaanastbaar zijn zou. Deze verantwoordelijkheid dient weggeruimd door eene wettelijke aanmaning aan de derden, opdat zij hunne rechten binnen een bepaalden termijn doen gelden, bedoelde aanmaning of sommatie zijnde in verband met het uitgeven eener officieele en volledige lijst der titels waarvan de onteigening ten gevolge van oorlogsvoorvallen wordt aangevoerd; bij gemis van antwoord op deze aanmaning binnen het voorgeschreven tijdsbestek, zal elken op voormelde lijst voorkomenden titel gekenmerkt worden met een volstrekt vermoeden van bepaald verlies, hetwelk van rechtswege het verval en de nietigheid van den titel in handen van zijn houder zal meeslepen.

Deze handelwijze welke reeds door de Fransche wet van 4 April 1918 werd aangenomen, vrijwaart de wettige belangen der derden, terwijl zij de

onteigende houders, na korten tijd en onder voorwaarden die de Instelling van uitgifte van alle risico ontslaat, in staat stelt alle betalingen en ook de aflevering van een dubbel van den titel te verkrijgen.

* * *

Om aan de onteigende houders het genot dezer dubbele wijze van herstelling, teruggave der titels der of uitgifte van nieuwe titels, te verzekeren, komen het instellen eener rechtspleging tot aangifte van verlies en het inrichten eener bijzondere bekendmaking van deze aangiften als onmisbaar voor. Door het vermoeden van kwade trouw dat zij te hunnen laste verwekt, zal deze afkondiging de terugeiseling der titels tegenover alle latere derden die de titels verwerven, volstrekt doeltreffend maken; gewaarborgd door de wettelijke verplichting naar dewelke de Instellingen van uitgifte en ook alle tusschenpersonen beslag dienen te leggen op elken als verloren aangegeven titel of coupon welke in hunne handen mocht komen, zal zij, onafgezien van hare uitwerksels op den grond zelve van het recht, een werktuig zijn van terugvinding der titels et van hunne houders, gevend aldus aan de uitbreiding van het recht tot terugeiseling der onteigende houders, zijn onmisbaar praktisch toevoedsel; eindelijk, gepaard met de aanmaning aan de derden om hunne recht binnen een zeker tijdsbestek te doen gelden, zal het bekendmaken der aangiften de eerste grondslag zijn van dit vermoeden van bepaald verlies, hetwelk met de wegruiming van de verantwoordelijkheid der Instelling van uitgifte, den onteigenden houders de volle uitoefening hunner rechten doet terugwinnen.

* * *

In de regeling van des toestand der onteigende houders, wordt door het ontwerp eene bilijke overeenbrenging van al de belangen verwezenlijkt. De bekendmaking der aangiften vrijwaart het belang der derden van goede trouw tegen het opeischingsrecht van den onteigenden houder; zij rechtvaardigt jegens hen het eindverval der titels, zonder hetwelk, anderzijds, greene aflevering van een dubbel van den titel wettiglijk aan de Instelling van uitgifte zou kunnen opgelegd worden.

Zekere bijzondere beschikkingen, zooals het rechterlijk nazien der verliesaangiften, het invoeren van een snelle en goedkoope rechtspleging tot schrapping der aangiften, eindelijk de strenge straffen waarmede de daders van valsche aangiften worden bedreigd, eindigen met de derden tegen elk misbruik van de aan de onteigende houders verleende rechten te vrijwaren.

Dit zijn, Mijne Heeren, de belangrijkste beweegredenen waarop het wetsontwerp steunt dat wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen voor te leggen.

De Eerste Minister,

De Minister van Financiën,

LEON DELACROIX.

PROJET DE LOI

relatif à la protection des porteurs de titres dépossédés par suite d'événements de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Tout possesseur qui, par suite d'événements de guerre survenus depuis le 4 août 1914, a été dépossédé de titres au porteur, — à l'exclusion des billets de la Banque Nationale ou de tous autres billets de même nature, ainsi que des valeurs spécifiées à l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873, — peut se faire restituer contre cette perte dans le mesure et sous les conditions déterminées aux articles suivants.

WETSONTWERP

betreffende de bescherming der houders van titels onteigend tengevolge van oorlogsgebeurtenissen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister is gelast in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De bezitter die, ten gevolge van oorlogsvoorvallen gebeurd sedert 4^o Augustus 1914, is onteigend geworden van titels aan houder, — met uitzondering van de briefjes der Nationale Bank of van alle andere briefjes van zelfden aard, alsmede van de onder artikel één der wet van 20^o Juni 1873 omschreven waarden, — kan herstelling bekomen van die schade binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald in de navolgende artikelen.

Sont toutefois réservées les modalités de procédure à établir par arrêté royal en ce qui concerne les titres émis par l'État belge.

TITRE PREMIER.

Des déclarations de perte.

ART. 2.

Dans le délai de six mois à compter de la date fixée par arrêté royal, le porteur dépossédé soumettra à l'homologation du juge de paix de son domicile, ou, s'il habite hors de la Belgique, du lieu de la dépossession, une déclaration écrite et signée, indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale, les numéros par ordre augmentatif et, s'il y a lieu, la série des titres.

L'homologation est subordonnée à la justification par le déclarant de faits ou de pièces de nature à rendre vraisemblable la dépossession dont il se prévaut.

Les décisions rendues sont sujettes à appel.

L'appel est interjeté devant le tribunal de première instance; il est formé par acte reçu au greffe, dans les huit jours à dater du jugement.

ART. 3.

Dans les quinze jours du jugement, la déclaration homologuée sera signifiée par huissier à l'*Office National Belge des Valeurs mobilières*, qui sera créé en exécution de la présente loi. L'huissier instru-

Worden nochtans voorbehouden, de bijzondere vormen van rechtspleging bij Koninklijk besluit vast te stellen ten opzichte der titels uitgegeven door den Belgischen Staat.

TITEL ÉÉN.

Van de aangiften van verlies.

ART. 2.

Binnen den termijn van zes maanden te rekenen van den bij Koninklijk besluit bepaalden datum, behoort de onteigende houder aan de bekrachtiging van den vrederechter zijner woonplaats, of, indien hij buiten België woonachtig is, van de plaats der onteigening, eene schriftelijke en onderteevende verklaring te onderwerpen, welke het getal, den aard de nominale waarde, de nummers in klimmende orde en, zoo daartoe aanleiding bestaat, de reeks der titels vermeldt.

De bekrachtiging is ondergeschikt aan verantwoording door den aangever, van feiten of stukken, van aard om de onteigening die hij inroept, als waarschijnlijk te doen voorkomen.

Verhaal mag tegen de getroffen beslissingen worden genomen.

Beroep wordt ingesteld voor de rechtbank van eersten aanleg; het wordt gedaan bij akte ontvangen ter griffie binnen de acht dagen te rekenen van den datum van het vonnis.

ART. 3.

Binnen de vijftien dagen van het vonnis, wordt de gerechtelijk bekrachtigde aangifte bij deurwaarder beteekend aan het *Nationaal Belgisch Kantoor van Roerende Waarden*, ingericht in uitvoering

mentant la dénoncera le même jour, sous pli recommandé, à l'Établissement débiteur.

La signification à l'*Office National* contiendra élection de domicile du déclarant à Bruxelles pour tous actes relatifs à la déclaration.

ART. 4.

L'*Office National* procédera à la publication de la désignation et des numéros des titres par une insertion permanente au *Bulletin périodique des déclarations de perte*, qui sera créé en exécution de la présente loi.

ART. 5.

La publication du *Bulletin périodique* prendra fin lorsque tous les titres dont la perte aura été régulièrement signifiée à l'*Office National* auront fait l'objet d'une insertion au moins.

Le dernier numéro du *Bulletin périodique* constitue la *Liste définitive des titres déclarés perdus par suite d'événements de guerre*.

Les Établissements débiteurs qui voudront soit remplacer par un titre nouveau, soit marquer d'un timbre ou de tout autre signe distinctif ceux de leurs titres qui ne figurent point dans la *Liste définitive*, sont autorisés à prescrire, par voie de publication au *Moniteur*, la représenta-

van deze wet. Zij wordt op denzelfden dag door den werkenden deurwaarder, bij aangeteekenden postbrief, aangezegd aan de schuldplichtige inrichting.

De betekening aan het *Nationaal Kantoor* vermeldt kiezing van woonplaats te Brussel door den aangever, voor alle akten betreffende de aangifte.

ART. 4.

Het *Nationaal Kantoor* gaat over tot het bekendmaken der aanduiding en der nummers van de titels door middel van eene doorloopende inlassching in het *Periodiek Bulletin der verlies-aangiften*, dat in uitvoering van deze Wet wordt uitgegeven.

ART. 5.

Het uitgeven van het *Periodiek Bulletin* wordt gestaakt wanneer al de titels waarvan het verlies regelmatig van het *Nationaal Kantoor* zal zijn beteekend, minsten eenmaal het voorwerp eener inlassching geweest zijn.

Het laatste nummer van het *Periodiek Bulletin* vormt de *Eind-lijst der titels aangegeven als te loor gegaan ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen*.

De schuldplichtige inrichtingen die verlangen dezulke hunner titels die niet voorkomen op de *Eind-lijst*, hetzij door een nieuwen titel te vervangen, hetzij te stempelen of van enig ander onderscheidingsteeken te voorzien, worden gemachtigd, door middel van aankondiging in

tion de leurs titres, et à suspendre jusqu'à ce moment l'exercice des droits y afférents.

ART. 6.

S'il s'agit de valeurs étrangères, la dénonciation prévue à l'article 3 sera faite au siège social de l'Établissement chargé du service des titres et coupons en Belgique, puis communiquée par ce dernier à l'Établissement débiteur étranger.

Si plusieurs établissements sont chargés en Belgique du service d'une même valeur, ils désigneront, pour recevoir en leur nom ladite déclaration, un établissement unique, dont l'indication sera publiée au *Moniteur*; à défaut de quoi, la dénonciation faite à l'un d'entre eux portera effet à l'égard de tous les autres.

Une liste complète de tous les Établissements ainsi désignés sera publiée en annexe dans chaque numéro du *Bulletin*.

TITRE II.

De la saisie des titres.

ART. 7.

Dès le jour de la dénonciation, l'Établissement débiteur entre les mains de qui parvient un titre ou coupon déclaré perdu, est tenu de retenir ce titre ou coupon contre récépissé. La même obligation in-

den *Moniteur*, het overleggen harer titels voor te schrijven en het uitoefenen van de er aan verbonden rechten tot op dat oogenblik te schorsen.

ART. 6.

Geldt het vreemde waarden dan wordt de in artikel 3 voorziene aanzegging gedaan ten maatschappelyken zetel van de inrichting gelast met den dienst der titels en coupons in België, en daarna door deze medegedeeld aan de vreemde schuldplichtige inrichting.

Indien meerdere inrichtingen in België belast zijn met den dienst eener zelfde waarde, dan duiden zij, om in hun naam gemelde aangifte te ontvangen, een enkele inrichting aan, waarvan de aanwijzing zal bekend gemaakt worden in den *Moniteur*; bij gebreke waarvan, de aanzegging gedaan aan een van hen, uitwerkende kracht hebben zal tegenover al de andere.

Een volledige lijst van al de aldus aangewezen inrichtingen wordt als bijlage aan elk nummer van het *Bulletijn* bekend gemaakt.

TITEL II.

Van de inbeslagneming der titels.

ART. 7.

Van den dag der aanzegging af is de schuldplichtige inrichting, in wier handen een titel of coupon komt, die aangegeven werd als te loor gegaan, gehouden dien titel of coupon aan te houden tegen ontvangbe-

combe, à dater du lendemain de la publication au *Bulletin périodique*, à tout agent de change, courtier, banquier ou autre intermédiaire.

Dans les deux jours, l'Établissement débiteur avisera de la saisie le déclarant, par lettre recommandée, en lui faisant connaître les nom et adresse du présentateur. En cas de saisie par un intermédiaire, cette notification sera faite par lui en les mêmes formes et délai à l'Établissement débiteur, qui en avisera le déclarant.

ART. 8.

Le déclarant qui rentre en possession des titres ou coupons dont la saisie a été faite par un intermédiaire, devra verser à celui-ci une prime, dont le montant sera fixé par arrêté royal. Le même arrêté déterminera le chiffre de l'indemnité due à l'intermédiaire en cas de déclaration mal fondée.

TITRE III.

De la Revendication.

ART. 9.

Par dérogation aux articles 2279 et 2280 du Code civil, tout porteur dépossédé de ses titres par un événement quelconque de la guerre, peut les revendiquer pendant trois ans, à compter de la date de la pré-

vijs. De zelfde verplichting rust, van den dag af die volgt op dezen der bekendmaking in het *Periodiek Bulletin*, op elken wisselaar, makeelaar, bankier of anderen tusschenpersoon.

Binnen de twee dagen geeft de schuldplichtige inrichting, per aangeeekenden brief, kennis van de inbeslagneming aan den aangever, hem naam en adres van den aanbieder bekend makende. Ingeval van inbeslagneming door een tusschenpersoon, wordt deze kennisgeving door hem gedaan in dezelfde vormen en binnen denzelfden termijn aan de inrichting die het bedrag der titels verschuldigd is, dewelke den aangever kennis daarvan geeft.

ART. 8.

De aangever die terug in bezit komt van de titels of coupons waarvan de inbeslagneming door tusschenpersoon plaats greep, moet aan dezen een premie storten, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit wordt vastgesteld. Hetzelfde besluit bepaalt het bedrag der aan den tusschenpersoon verschuldigde vergoeding ingeval van ongegronde aangifte.

TITEL III.

Van de wederopeisching.

ART. 9.

Met afwijking van artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek mag alle houder die van zijne titels werd onteigend ten gevolge van eenige oorlogsgebeurtenis, dezelve wederopeischen, gedurende

sente loi, contre quiconque les tient en vertu d'une négociation antérieure à la publication de la *Liste définitive*.

Si ce possesseur a acquis les titres d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure à la date du 1^{er} août 1914, le porteur originaire ne peut se les faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'ils lui ont coûté.

Dans ce même cas, le porteur dépossédé peut toujours exiger du possesseur actuel tous les renseignements nécessaires pour arriver à remonter la filière des vendeurs successifs.

Est responsable du préjudice subi par le porteur dépossédé, tout vendeur qui a acquis les titres en dehors des conditions prévues à l'alinéa 2.

ART. 10.

Le déclarant peut revendiquer ses titres contre quiconque les a acquis en vertu d'une négociation postérieure au jour de leur publication au *Bull. tin périodique*. Il n'y a pas lieu au remboursement du prix qu'ils ont coûté au possesseur actuel des titres lorsque celui-ci les a acquis dans les conditions prévues à l'article 2280 du Code civil.

ART. 11.

Dans tous les cas, le tiers acquéreur évincé conserve son recours contre celui de qui il tenait les titres.

drie jaren, te rekenen van den datum dezer wet af, van eenieder die zij in handen heeft krachtens eene verhandeling voorafgaande aan de bekendmaking van de *Eind-lijst*.

Heelt deze bezitter de titels verworven van een wisselaar wiens inschrijving bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs vóór eersten Augustus 1914 plaats greep, dan mag de oorspronkelijke houder zich dezelve slechts doen teruggeven mits betaling aan den bezitter van den door hem betaalden prijs.

In dit zelfde geval mag de onteigende houder altijd van den huidige bezitter al de inlichtingen vorderen die noodig zijn om de reeks op te klimmen van de opvolgende verkoopers.

Is verantwoordelijk vóór de schade geleden door den onteigenden houder, alle verkooper die de titels heeft verworven buiten de in het 2^o lid voorziene voorwaarden.

ART. 10.

De aangever mag zijne titels wederopeischen van eenieder die ze verworven heeft krachtens eene verhandeling volgende op den dag hunner bekendmaking in het *Periodiek Bulletin*. Tot teruggave van den prijs door den huidige bezitter der titels besteed, is er geen aanleiding indien bedoelde bezitter dezelve heeft verworven in de voorwaarden voorzien bij artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 11.

In elk geval behoudt de uitgewonnen derde aankoper zijn verhaal op dengenen van wien hij de titels had verworven.

ART. 12.

Les agents de change, courtiers, banquiers ou autres intermédiaires sont responsables envers toute personne des négociations effectuées à leur intervention, depuis le 4 août 1914, sur des titres qui ont fait l'objet d'une dépossession par suite d'événements de guerre.

Cette responsabilité prend fin à la date de publication de la *Liste définitive*.

Elle n'a point lieu lorsque l'acquisition des titres a été faite d'un agent de change dont l'inscription à une bourse de change et de fonds publics est antérieure au 1^{er} août 1914.

Les agents de change, courtiers, banquiers et autres intermédiaires sont responsables envers toute personne des négociations effectuées par leur entremise sur des titres figurant au *Bulletin périodique*.

ART. 13.

Les agents de change, courtiers, banquiers et autres intermédiaires doivent inscrire sur le livre dont la tenue leur est imposée par l'article 65 de la loi du 30 décembre 1867, avec l'indication de la date déjà exigée par ledit article :

1° La désignation et les numéros des titres qu'ils achètent, qu'ils vendent ou sur lesquels ils font des opérations de nantissement ou de report;

2° La désignation des nom, profession et demeure des personnes avec lesquelles ils traitent.

Ils sont astreints à chacune de ces

ART. 12.

De wisselaars, makelaars, bankiers en andere tussenpersonen zijn verantwoordelijk tegenover een iegelijk voor de door hunne bemiddeling sedert 4 Augustus 1914 gedane verhandelingen van de titels die het voorwerp waren eener onteigening ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen.

Deze verantwoordelijkheid vervalt van den dag der bekendmaking van de *Eind-lijst* af.

Zij wordt niet aangegaan indien de titels werden verworven van een wisselaar wiens inschrijving bij eene wissel- en openbare fondsenbeurs van vóór 1 Augustus dagteekent.

De wisselaars, makelaars, bankiers en andere tussenpersonen zijn verantwoordelijk tegenover alle personen voor de door hunne bemiddeling gedane verhandelingen van titels opgenomen in het *Periodiek Bulletin*.

ART. 13.

De wisselaars, makelaars, bankiers en andere tussenpersonen moeten vermelden in het boek waarvan het houden hun wordt opgelegd bij artikel 65 der wet van 30 December 1867, met opgave van den reeds bij bedoeld artikel vereischten datum :

1° De aanduiding en de nummers der titels die zij koopen, die zij verkoopen of waarop zij inpandgeving- of overdrachtsverrichtingen doen;

2° De aanduiding van naam, beroep en woonplaats der personen met wie zij handelen.

Zij zijn gehouden elke dezer drie

trois inscriptions, à peine d'une amende de 50 francs par contravention, indépendamment de tous dommages-intérêts envers tous tiers auxquels leur négligence aurait porté préjudice, et sous réserve de l'application éventuelle des peines du faux.

ART. 14.

La négociation sera, pour l'application des articles 9 et 10, réputée accomplie dès le moment où, sur livraison par le donneur d'ordre, aura été inscrite dans le livre de l'agent de change la détermination des titres qui en font l'objet.

TITRE IV.

Des droits des porteurs dépossédés vis-à-vis des Établissements débiteurs.

§ 1^{er}. — *De la responsabilité des Établissements débiteurs quant aux paiements.*

ART. 15.

Aucun paiement effectué entre les mains d'un tiers porteur de titres ayant fait l'objet d'une déclaration de perte, n'est valable à l'égard du déclarant.

Ce qui aura été payé par erreur, malgré une déclaration de perte, sera sujet à répétition. En aucun cas, la restitution des titres ou coupons ne pourra être exigée.

inschrijvingen te doen, op straf eener boete van 50 frank per overtreding, onverminderd alle schadevergoeding tegenover alle derde personen aan dewelke hunne nalatigheid schade zou hebben berokkend, en onder voorbehoud van gebeurlijke toepassing der straffen op valsheid in geschriften.

ART. 14.

Voor de toepassing van artikelen 9 en 10 wordt de verhandeling beschouwd als voltrokken van het oogenblik dat, op aflevering door den ordergever, de bepaling der titels die het voorwerp er van uitmaken in het boek van den wisselaar is ingeschreven.

TITEL IV.

Van de rechten der onteigende houders tegenover schuldplichtige inrichtingen.

§ 1. — *Van de verantwoordelijkheid, in zake betalingen, der schuldplichtige inrichtingen.*

ART. 15.

Geen betaling gedaan in handen van een derden houder van titels, welke het voorwerp hebben uitgemaakt eener aangifte van verlies, is geldig ten opzichte van den aangever.

Hetgeen bij vergissing werd betaald, ondanks eene aangifte van verlies, is terugvorderbaar. In geen geval kan teruggave der titels of coupons worden geëischt.

ART. 16.

Les Établissements débiteurs belges sont responsables vis-à-vis du déclarant de tous les paiements effectués pour leur compte par les Établissements chargés à l'étranger du service de leurs titres et coupons. Cette responsabilité prend cours du jour où le *Bulletin périodique* a pu parvenir aux établissements chargés dudit service.

§ 2. — *Du droit des déclarants au paiement des titres et à la délivrance des titres nouveaux.*

ART. 17.

Après une année écoulée et deux échéances survenues depuis la première publication de la déclaration au *Bulletin périodique*, le déclarant peut, s'il y a contradiction, exiger de l'Établissement débiteur le paiement des intérêts ou dividendes.

Ces paiements libèrent l'Établissement débiteur envers tout tiers au préjudice de qui ils auraient été effectués, sauf le recours de celui-ci contre le déclarant.

ART. 18.

Par le fait de la publication de la *Liste définitive des titres déclarés perdus par suite d'événements de guerre*, quiconque prétendrait avoir des droits sur ces titres est mis en demeure de les faire valoir dans le délai de deux ans.

ART. 16.

De Belgische schuldplichtige inrichtingen zijn tegenover den aangever verantwoordelijk voor alle betalingen voor hunne rekening gedaan door de inrichtingen welke in het buitenland belast zijn met den dienst hunner titels en coupons. Deze verantwoordelijkheid neemt aanvang van den dag af waarop het *Periodiek Bulletin* aan de met dezen dienst belaste inrichtingen heeft kunnen toekomen.

§ 2. — *Van het recht des aangevers op betaling der titels en op aflevering van nieuwe titels.*

ART. 17.

Na het verlopen van één jaar en 't verschijnen van twee vervaldagen na de eerste bekendmaking der aangifte in het *Periodiek Bulletin*, mag de aangever, indien geene tegenspraak bestaat, van de schuldplichtige inrichting betaling der interesten of dividenden vorderen.

Deze betalingen bevrijden de schuldplichtige inrichting tegenover derden, ten nadeele van wie dezelve zouden geschied zijn, behoudens verhaal dezer op den aangever.

ART. 18.

Door het feit van het uitgeven der *Eind-lijst der titels aangegeven als te loor gegaan ten gevolge van oorlogsgebeurtenissen*, wordt een iegelijk die zou beweren rechten te hebben op deze titels aangemaand dezelve te doen gelden binnen een tijdsverloop van twee jaren.

A l'expiration de ce délai, lesdits titres seront, à défaut de contradiction de la déclaration, de plein droit frappés de déchéance. Cette déchéance entraîne l'extinction de tous les droits attachés à la possession des titres, ne laissant au tiers porteur, au préjudice de qui elle a lieu, qu'une action personnelle contre le déclarant.

Une liste complète de titres frappés de déchéance sera, dans les deux mois, publiée par les soins de l'*Office National*.

ART. 19.

La déchéance du titre met le déclarant en droit d'exiger, à ses frais, de l'Établissement débiteur, outre tous paiements afférents auxdits titres, la délivrance d'un titre nouveau, conférant les mêmes droits et négociable dans les mêmes conditions que le titre primitif.

Le nouveau titre portera le même numéro que le titre primitif; il sera, ainsi que chacun de ses coupons, revêtu d'une surcharge indiquant qu'il est délivré en duplicata et en vertu de la présente loi.

Les titres ainsi délivrés seront timbrés sans frais.

ART. 20.

La contradiction suspend tout paiement au profit du déclarant et la déchéance du titre jusqu'à déci-

Na dit tijdsverloop, gaan gemelde titels bij gebreke van strijdigheid der aangifte, van rechtswege door verval te niet. Dit te niet gaan brengt verval mede van alle rechten verbonden aan het bezit des titels, den derden houder, ten nadeele van wien het geschiedde slechts eene persoonlijke vordering tegenover den aangever latende.

Een volledige lijst der bij verval te niet gegane titels zal, binnen twee maanden, worden uitgegeven door de zorgen van het *Nationaal Kantoor*.

ART. 19.

Door verval van den titel verwerft de aangever het recht om, op eigen kosten, van de schuldplichtige inrichting, ongerekend alle betalingen toekomend aangemelde titels, aflevering te vorderen van een nieuwen titel, waardoor dezelfde rechten worden toegekend en die verhandelbaar is onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke titel.

Deze nieuwe titel draagt hetzelfde nummer als de oorspronkelijke; bovendien wordt hij, evenals elk zijner coupons bekleed met eene overschrijving aanduidende dat hij is afgeleverd om te gelden als dubbel krachtens de tegenwoordige wet.

De aldus afgeleverde titels worden kosteloos gestempeld.

ART. 20.

Tegenspraak schort elke betaling ten bate van den aangever alsmede verval van den titel totdat rechts-

sion de justice ou accord entre les parties; elle résulte exclusivement :

1° du dépôt des titres effectué entre les mains de l'Établissement débiteur ou de la saisie opérée par celui-ci ou par un intermédiaire en exécution de l'article 6.

Le dépôt ou la saisie d'un coupon détaché n'emporte contradiction qu'à l'égard de ce seul coupon ;

2° De la dénonciation faite par un tiers à l'Établissement débiteur de son assignation au déclarant en reconnaissance de ses droits.

Toute contradiction sera notifiée dans les deux jours par l'Établissement débiteur à l'*Office National*.

TITRE V.

De la radiation de la déclaration de perte.

ART. 21.

La radiation de la déclaration de perte résulte soit d'un acte du déclarant, soit d'une décision judiciaire.

ART. 22.

Le déclarant fera procéder à la radiation de la déclaration de perte par acte d'huissier signifié à l'*Office National*.

L'*Office National* en donnera dans les deux jours avis à l'Établissement débiteur.

L'*Office National* publie dans cha-

nitspraak of overeenkomst tussen partijen tussen beide komt; zij vloeit uitsluitend voort :

1° Uit nederlegging der titels, gedaan in handen van de schuldplichtige inrichting of uit inbeslagneming door deze inrichting of door een tussenpersoon gedaan krachtens artikel 6.

De nederlegging of de inbeslagneming van een afgesneden coupon brengt slechts tegenspraak mede ten opzichte van deze enkele coupon ;

2° Uit aanzegging gedaan door een derde aan de schuldplichtige inrichting van zijne dagvaarding aan den aangever, ter erkenning zijner rechten. Alle tegenspraak wordt binnen twee dagen door de schuldplichtige inrichting aan het *Nationaal Kantoor* bekend gemaakt.

TITEL V.

Van de schrapping der aangifte van verlies.

ART. 21.

De schrapping der aangifte van verlies spruit voort hetzij uit eene akte van den aangever hetzij uit een gerechtelijke beslissing.

ART. 22.

De aangever doet overgaan tot de schrapping der aangifte van verlies bij akte van den waarder beteekend aan het *Nationaal Kantoor*.

Het *Nationaal Kantoor* geeft binnen twee dagen daarvan bericht aan de schuldplichtige inrichting.

Het *Nationaal Kantoor* kondigt

que numéro du *Bulletin périodique* la liste des titres dont la radiation lui a été signifiée. A l'expiration de la publication du *Bulletin périodique*, les titres rayés figureront au *Moniteur belge*.

ART. 23.

Le porteur d'un titre frappé d'une déclaration de perte peut, indépendamment de l'action sur le fond, poursuivre la radiation de la manière suivante :

Il fera sommation au déclarant d'avoir à introduire dans le mois une demande en revendication, qui sera portée devant le tribunal de première instance du domicile du porteur actuel du titre.

Cette sommation contiendra, le cas échéant, l'indication de la date, antérieure au 4 août 1914, à partir de laquelle il est à même de justifier de la possession du titre.

Elle contiendra, en outre, assignation au déclarant à comparaître, dans un délai qui ne pourra être moindre d'un mois, à l'audience des référés devant le président du tribunal de première instance du domicile du porteur, pour y entendre, dans les cas ci-après spécifiés, prononcer la radiation de la déclaration.

ART. 24.

Si à l'audience fixée pour la comparution en référé le déclarant ne justifie pas avoir introduit une demande en revendication, le juge prononcera la radiation.

in elk nummer van het *Periodiek Bulletin* de lijst af der titels waarvan de schrapping hem beteekend werd. Bij staking van het uitgeven van het *Periodiek Bulletin* worden de geschapte titels in den *Moniteur belge* vermeld.

ART. 23.

De houder van een titel waaromtrent aangifte van verlies gedaan werd, mag, ongerekend het rechtsgeding nopens den grond der zaak, de schrapping op de volgende wijze vorderen :

Hij maant den aangever aan binnen de maand eene aanvraag tot wederopeiseling in te dienen, dewelke gebracht wordt voor de rechtbank van eersten aanleg der woonplaats van den huidige houder des titels.

Deze aanmaning behelst, desvoorkomend, aanduiding van den datum voorafgaande aan den 4 Augustus 1914, van af denwelken hij in staat is het bezit van den titel te wettigen.

Daarenboven houdt zij dagvaarding aan den aangever om te verschijnen, binnen een tijdsverloop van ten minste één maand, ter kortgedingzitting, voor den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg der woonplaats van den houder, om aldaar in de hierna vermelde gevallen de schrapping der aangifte te hooren uitspreken.

ART. 24.

Indien op de zitting vastgesteld ter verschijning in kortgeding, de aangever niet het bewijs levert dat hij eene aanvraag tot wederopeiseling heeft ingediend, dan spreekt de rechter de schrapping uit.

Il en sera de même, quoique le déclarant ait introduit sa demande en revendication, si le porteur justifie par un bordereau ou d'autres actes probants et non suspects, antérieurs à la guerre, qu'il est propriétaire des valeurs revendiquées depuis une date antérieure au 4 août 1915.

Dans tous les cas où la radiation sera prononcée, le juge aura le droit de statuer sur les dépens.

L'ordonnance de radiation, accompagnée d'un certificat de non appel, délivré conformément aux dispositions de l'article 548 du Code de procédure civile, sera signifiée par l'intéressé tant à l'*Office National* qu'au déclarant.

Dans les deux jours, l'*Office National* en avisera l'Établissement débiteur.

Le délai d'appel est de quinze jours à compter du jugement, sans qu'il y ait lieu à augmentation à raison des distances.

Les titres frappés de radiation sont publiés soit dans le *Bulletin périodique*, soit dans le *Moniteur belge*, suivant les dispositions de l'article 22.

TITRE VI.

De la destruction et de la falsification des titres.

ART. 25.

Le porteur qui fait la preuve de la

Op dezelfde wijze wordt gehandeld indien, alhoewel de aangever zijne aanvraag tot wederopeisching heeft ingediend, de houder door middel van een borderel of andere bewijskrachtige en niet verdachte akten, van vóór den oorlog dagteekenende, het bewijs levert dat hij eigenaar is van de wederopgeëischte waarden, van eenen datum af die den 4 Augustus 1914 voorafgaat.

In al de gevallen waarin schrapping wordt uitgesproken, is de rechter gemachtigd omtrent de kosten vonnis te vellen.

Het bevelschrift tot schrapping, gestaafd door een bewijs van niet-beroep, afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 548 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging, wordt door den betrokkene beteekend, zoowel aan het *Nationaal Kantoor*, als aan den aangever.

Binnen de twee dagen geeft het *Nationaal Kantoor* kennis daarvan aan de schuldplichtige inrichting.

De termijn van beroep is vijftien dagen na den dag van het vonnis, zonder dat er aanleiding weze tot verlenging uit oorzaak van afstanden.

De aldus met schrapping getroffen titels worden bekend gemaakt hetzij in het *Periodiek Bulletin*, hetzij in den *Moniteur belge*, naar de voorschriften van artikel 22.

TITRE VI.

Van de vernieling en van de vervalsching der titels.

ART. 25.

De houder die het bewijs levert

destruction et de l'identité de son titre, peut exiger de l'Établissement débiteur la délivrance immédiate d'un titre en duplicata ou le paiement du capital devenu exigible.

La falsification du titre est à cet égard assimilée à sa destruction. Dans ce cas, avant toute délivrance du duplicata, le titre falsifié devra être remis à l'Établissement débiteur.

Les tribunaux saisis de ces demandes pourront subordonner la délivrance des titres nouveaux ou le paiement du capital à la fourniture de telles garanties qu'ils jugeront convenir.

TITRE VII.

Dispositions pénales.

ART. 26.

Celui qui, de mauvaise foi, aura formé ou maintenu une déclaration de perte, sera puni d'une amende de 26 francs à 500 francs.

S'il a par là obtenu ou tenté d'obtenir aux dépens d'autrui un profit quelconque résultant des effets légaux de la déclaration, la peine sera celle qui est portée contre l'escroquerie (art. 496 du Code pénal).

Dispositions générales.

ART. 27.

Les divers actes et formalités prévus par la présente loi sont

van de vernieling en van de eenzelvigheid van zijn titel mag van de schuldplichtige inrichting de onmiddellijke aflevering eischen van een titel geldende als dubbel of de uitkeering van het vorderbaar geworden kapitaal.

De vervalsching van den titel wordt te dien opzichte gelijkgesteld met zijne vernieling. In zulk geval wordt de vervalschte titel aan de schuldplichtige inrichting overhandigd vóór eenige aflevering van het duplicaat.

De rechtbanken voor dewelke deze aanvragen worden gebracht, kunnen de aflevering van nieuwe titels of de uitkeering van het kapitaal ondergeschikt maken aan het verschaffen van zulke waarborgen als zij gepast achten.

TITEL VII.

Strafbepalingen.

ART. 26.

Degene die, te kwader trouw, eene aangifte van verlies heeft gedaan, of bestendigd, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank.

Heeft hij daardoor ten koste van anderen verkregen of beproefd te verkrijgen een welkdanig voordeel voortvloeiend uit de wettige gevolgen van de aangifte, dan zal de straf die zijn welke toegepast wordt op aftruggelarij (art. 496 van het Strafwetboek).

Algemeene bepalingen.

ART. 27.

De verschillende akten en formaliteiten voorzien bij deze wet

exempts de tout droit de greffe, de timbre, d'enregistrement et de publication.

ART. 28.

Tous les délais établis par la présente loi peuvent être prorogés par arrêté royal.

Donné à Bruxelles,

worden ontslagen van alle rechten van griffie, zegel, registratie en bekendmaking.

ART. 28.

Al de termijnen vastgesteld bij deze Wet, kunnen worden verlengd bij Koninklijk besluit.

Gegeven te Brussel, den

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

